

Le 28 septembre 2011

Le travail fait mal, il faut changer ça !

Les Ministres, M Baroin et Mme Péresse, doivent s'exprimer le 3 octobre lors du CTPM consacré aux conditions de travail.

Il était temps, après un an d'expressions de tous les services de la DGFIP dans le cadre de la campagne « On veut respirer ! ».

En effet, la situation est devenue intenable : Suppressions d'emplois + empilement des réformes et restructurations + casse du service public + pression budgétaire et immobilière = souffrance au travail accrue.

Les causes de la dégradation des conditions de vie au travail et les mécanismes qui y conduisent sont pourtant bien connus. Ils reposent sur l'absence de prise en compte de l'agent qui devra faire face à la charge de travail, de l'agent utilisateur des logiciels, sur la casse du collectif, des repères et du sens des métiers.

L'individualisation des modes de gestion fait planer le risque de la PFR (prime de fonction et de résultats), de la rémunération au mérite, de la suppression de la notation au bénéfice d'un entretien individuel d'objectifs, et de la mobilité forcée.

Ces projets de la Fonction Publique restent des risques potentiels pour la DGFIP.

Dans le cadre de la journée de mobilisation du 28 avril contre la pénibilité, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires rappelait déjà ces exigences :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents titulaires,
- L'arrêt immédiat des contraintes purement formalistes telle que la charte Marianne,
- Le respect absolu de tous les droits sociaux,
- L'arrêt des organigrammes fonctionnels et la redéfinition de collectifs de travail respectant la technicité, le métier, le rôle et la place de chacun,
- La redéfinition du rôle de l'encadrement, du suivi d'activité, ainsi que du soutien.



Dans une période où l'actualité a multiplié les accidents dramatiques, les agressions et les risques, la réactivité des administrations économiques et financières n'a pas été à la hauteur des enjeux en terme de santé et de sécurité.

Il faut que les Ministres imposent aux administrations dont ils ont la responsabilité une politique de prévention volontariste.

Les syndicats de Solidaires aux Finances y sont prêts, depuis 2008, ils ont mis en place deux formations de nombreux militants locaux, tant au Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels qu'aux risques psychosociaux et aux facteurs de stress.

De l'interprofessionnel à la Fonction Publique, des ministères de Bercy jusqu'aux Directions des administrations économiques et financières, les syndicats de Solidaires ont engagé des actions pour faire progresser la question des conditions de vie au travail.

Les questions du pilotage des missions, des conditions d'exercice du service public, du management et du suivi d'activité (objectifs, indicateurs, individualisation de la gestion, normalisations et certifications des procédures, évaluation...) constituent aujourd'hui avec le niveau des emplois les points de blocage majeurs.

Il faut maintenant prendre réellement en charge l'ensemble des questions de sécurité et de santé au travail, et se donner les moyens d'y apporter des réponses concrètes.

A la DGFIP : les bonnes intentions ne suffiront pas !

Les discussions engagées en 2008 ont abouti à la mise en place d'outils et de moyens de prévention : Guide des Risques Psycho Sociaux, Tableau de veille sociale, Comité national de Suivi du Document Unique, Espaces de Dialogue, lettre de mission des assistants de prévention (ex ACMO), formations des cadres et des agents.

Quelques intentions ont également été annoncées sur la réduction du nombre d'indicateurs, pour lesquels une étude est en cours (par le CNAM), mais jusqu'à présent elles n'ont pas été suivies d'effet.

Pendant ce temps, les services continuent à subir les effets cumulés des réorganisations, regroupements et transferts, pression du pilotage par objectifs et priorités, sans avoir pu absorber tous les effets d'une fusion à grande échelle.

L'accueil : un climat insupportable !

La campagne de réception du public témoigne des tensions économiques et sociales, et de l'isolement des agents face à une demande accrue de service public. Dans tous les guichets fiscaux, depuis les très grands SIP jusqu'à la trésorerie la plus éloignée, avec la sortie des rôles, chaque jour dans les trésoreries Amendes et Hôpitaux, les tensions se multiplient. Dans les Centres d'appels, Impôts Service, Prélèvement Services, Pensions, l'afflux saisonnier ou permanent d'appels provoque un stress analogue.

SIE : urgence dépassée !

Mais à quoi pensent-ils là haut ? A chaque nouvelle taxe, à chaque nouvelle idée c'est au SIE qu'on confie la charge. Dernière pression en date, la fiabilisation des bases foncières avant la révision ! Ben voyons, il n'y a qu'à ! Première fusion assiette recouvrement « in vivo DGI », le SIE témoigne de la réalité des coulisses une fois passé le temps de la communication. Tout le monde le sait, mais qui va arrêter cette machine infernale avant qu'elle ne broie encore et toujours plus sa « ressource humaine » ?

Chorus, Dépense : ça coince, ça grince

Pas un jour ne passe sans qu'un média ne se fasse l'écho d'une insatisfaction à ce sujet.

Pour l'instant ce sont les personnels qui paient le prix de la précipitation et de l'inadaptation des outils. Ça suffit !

Contrôle fiscal, ICE : on pare au plus pressé.

Sous le poids des contraintes, les acteurs du contrôle voient s'échapper à la fois la fraude et leur capacité d'agir. Mais la Centrale refuse toujours d'écouter le terrain et le bon sens. Au contraire, on « innove » encore ça et là dans l'improvisation et sans concertation.

Le secteur public local pris en étau.

Entre Chorus, Hélios, et l'actualité bancaire, le secteur public local mis à mal par la fusion n'a pas les moyens de répondre aux attentes accrues et aux insatisfactions. Le quotidien est fait d'urgences, mais l'inquiétude est bien existentielle.

DLU : on a perdu la tête ?

Le poids du foisonnement hiérarchique pèse sur le quotidien, par contre pour trouver des réponses concrètes c'est sans solution, sans écoute, sans dialogue !

Assistance, informatique, formation : pendant les travaux les besoins sont accrus...

Mais les services « support » sont eux-mêmes en chantier ! La galère continue donc...

Hypothèques en surchauffe, Cadastre marginalisé, Domaine isolé :

le Foncier n'a pas vraiment trouvé sa place dans le grand bazar DGFIP !

Et la **Fiscalité Immobilière** se sent abandonnée, mise à l'écart dans le gâchis cloisonné et certifié des missions fiscales.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, avec sa Fédération Solidaires aux Finances, recherche l'unité des 4 Fédérations présentes au CTPM pour exiger des Ministres :

- que toutes les directions traitent les sujets touchant à l'organisation du travail, le rôle de l'encadrement, les outils informatiques ...
- de renforcer les prérogatives et les moyens des acteurs de prévention
- d'imposer au niveau directionnel une véritable culture des conditions de travail en tenant dans chaque DG un CT annuel consacré aux conditions de travail